



Les DSSR dans le Sahel

La société civile locale est le dernier recours constant en période d'instabilité

2023



Une crise née de l'instabilité et de l'insécurité

La région du Sahel¹ traverse une situation de grave instabilité, alimentée par les conflits armés, le changement climatique et la pauvreté.

Le taux de fertilité élevé soutient une forte croissance de la population et parallèlement de la demande de services, y compris dans le domaine des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR). En 2020, le Fonds des Nations Unies pour les Populations (FNUAP) indiquait que le nombre de personnes ayant besoin de services de DSSR avait augmenté de 20 % depuis 2017. L'insécurité due aux conflits armés et aux crises politiques, en particulier dans les pays dits du G5 Sahel², pose un défi immense au déploiement de services de santé sexuelle et reproductive dans la région, et entretient une vive opposition conservatrice à l'éducation sexuelle et aux autres droits sexuels et reproductifs.

Dans les pays du Sahel, les effets du changement climatique sont déjà perceptibles : en témoigne l'aggravation des sécheresses et des famines. La désertification grignote les sols cultivables, dont dépendent les revenus de la plupart des familles. L'absence d'opportunités d'emploi est devenue la principale cause de



ralliement à des groupes extrémistes. L'exclusion sociale et politique amène de plus en plus de jeunes à chercher refuge dans la religion et à développer des convictions hostiles aux DSSR ancrées dans une idéologie religieuse radicale.

Les pays du Sahel sont confrontés à la violence de plus en plus décomplexée des groupes djihadistes. Une situation qui a offert un terrain fertile à une série de coups d'état au Mali, au Soudan, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad, avec pour conséquence une disruption des relations avec l'Europe et l'Amérique du Nord. Les sanctions consécutives, y compris celles imposées par les institutions régionales et internationales, ont eu des conséquences sévères pour les populations vulnérables. Les gouvernements du Sahel cherchent à tisser de nouvelles relations avec des puissances émergentes – la Russie, la Chine, la Turquie, les pays arabes et les Etats du Golfe – peu préoccupées par les droits humains, et encore moins par les droits sexuels et reproductifs.

¹ La région du Sahel s'entend généralement comme incluant le Sénégal, la Gambie, la Mauritanie, la Guinée, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad, le Cameroun et le Nigeria. Certaines classifications y ajoutent des parties du Soudan et de l'Erythrée.

² Le G5 Sahel est un mécanisme de coordination régionale réunissant le Burkina Faso, le Tchad, la Mauritanie et le Niger, pour travailler sur les questions de sécurité et de développement. Le Mali en a été membre jusqu'en mai 2022.

La « crise du Sahel » sur fond de violences et **de conflits endémiques ces dernières années a détourné les priorités locales loin de l'égalité des genres et des politiques de DSSR, alors que la situation des droits humains se détériore** dans toute la région, en premier lieu pour les femmes et les filles.

● Plus de 9 000 écoles ont fermé leurs portes, laissant 1,7 million d'élèves déscolarisé·e·s au Burkina Faso, au Mali et au Niger du fait des activités terroristes. La fermeture des écoles, qui sont souvent un lieu de protection pour les jeunes, augmente les risques de violations des DSSR.

● Les crises humanitaires engendrées par le terrorisme et les combats entre armées nationales et groupes extrémistes ont vu exploser les violences sexuelles, les grossesses non désirées, les avortements à risques et la mortalité maternelle.

● Un grand nombre de familles perdant leurs moyens de subsistance sous l'effet de la hausse des températures et de la raréfaction des terres arables se tournent vers le mariage des enfants pour assurer la survie du foyer. Ce phénomène s'accompagne d'une recrudescence des mutilations génitales féminines (MGF/E).

● Pour les réfugié·e·s et déplacé·e·s chassé·e·s de leur foyer par le changement climatique, l'accès aux services de DSSR diminue alors que l'exposition aux violences augmente.

La société civile progressiste agit sur un terrain de plus en plus contesté

Dans un contexte de chaos politique et social, le rejet des valeurs des droits humains est de plus en plus prégnant. Les relations qu'entretiennent les organisations locales pour les DSSR avec l'Europe et les Etats-Unis, qui ont pu être un atout – en apportant des ressources, des compétences et des accès – deviennent un point faible face à la critique montante de l'influence occidentale. Le rejet de ces liens se manifeste tant dans l'opinion que dans les politiques mises en place par les gouvernements de la région. Au Mali, par exemple, les organisations de la société civile se sont vues interdire de recevoir des fonds du gouvernement français.

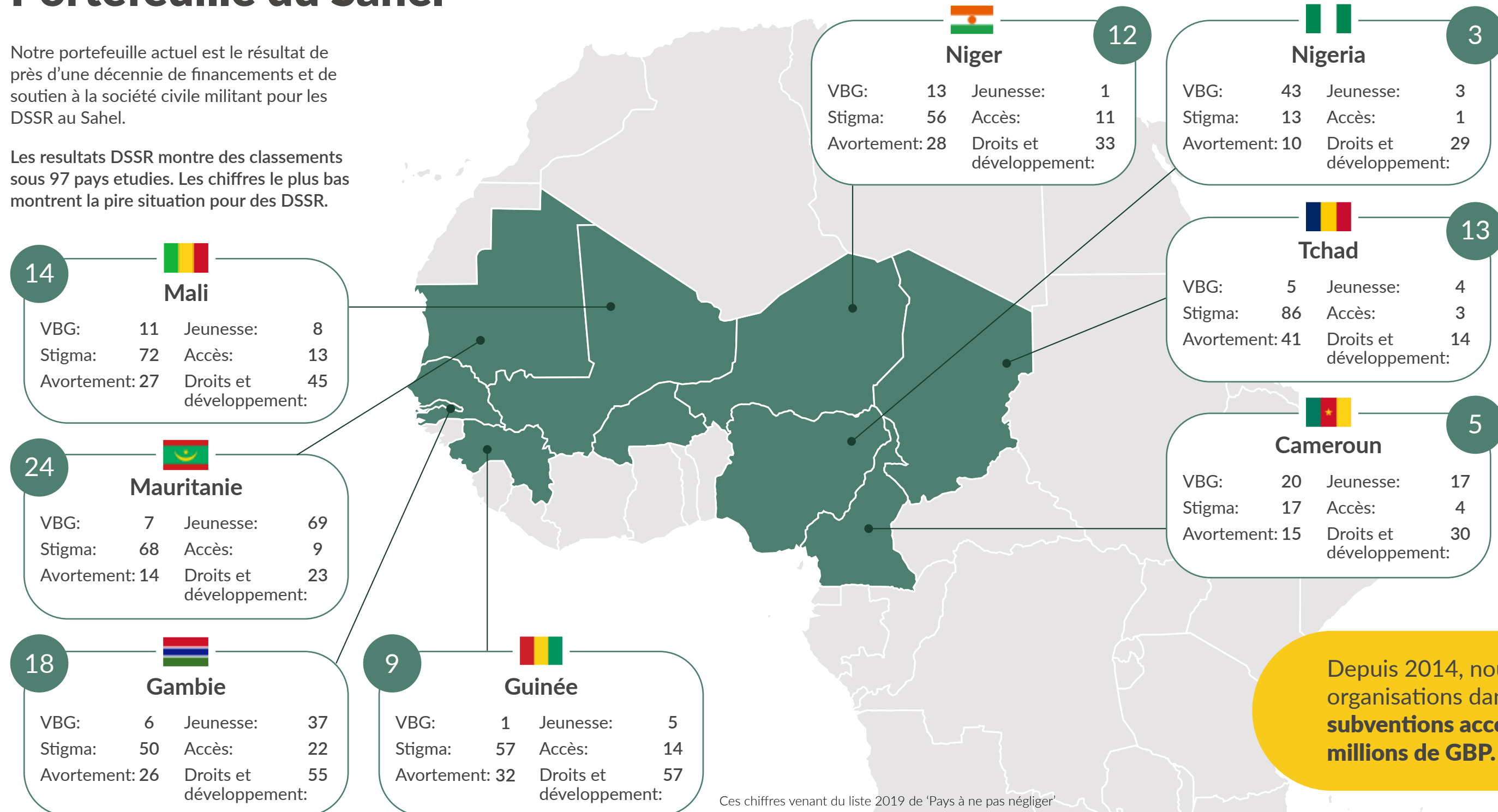
AmplifyChange est un pourvoyeur de subventions aguerri dans la région

Depuis notre lancement en 2014, AmplifyChange représente une source de financement accessible et fiable pour la société civile du Sahel. En reconnaissance de la situation particulièrement fragile des DSSR dans la région par rapport au reste de l'Afrique, notre premier·ère conseiller·ère stratégique a été choisi·e au Sénégal et nos premiers événements de proximité ont eu lieu au Mali et au Niger. La plupart des Etats de la région figurent sur notre liste de « pays à ne pas négliger ». Au fil des cycles de financement, nous avons développé notre connaissance de la région et notre capacité d'action locale à travers les subventions accordées à des organisations civiles dans tous les pays de la région.

Portefeuille du Sahel

Notre portefeuille actuel est le résultat de près d'une décennie de financements et de soutien à la société civile militant pour les DSSR au Sahel.

Les résultats DSSR montre des classements sous 97 pays étudiés. Les chiffres le plus bas montrent la pire situation pour des DSSR.



Ces chiffres venant du liste 2019 de 'Pays à ne pas négliger'

Depuis 2014, nous avons soutenu 112 organisations dans la région, avec **200 subventions accordées pour plus de 19 millions de GBP.**

Nous sommes convaincus que le soutien à la société civile locale est crucial pour préserver les DSSR en période de chaos politique et de transition. L'instabilité politique du Sahel rend caduc un grand nombre de modèles actés et d'idées préexistantes sur le soutien aux femmes, aux filles et aux communautés marginalisées dans la région. Mais la société civile locale reste une constante et est la mieux placée pour entretenir les avancées en matière de DSSR. Le choix de soutenir directement la société civile est porteur d'opportunités pour maintenir la dynamique en faveur des DSSR au Sahel. Il permet par exemple de :

- Renforcer la confiance des communautés et la crédibilité des interventions
- Mieux comprendre les besoins et les priorités locaux
- Garantir davantage de flexibilité et d'adaptabilité face aux changements
- Renforcer l'appropriation et la pérennité des programmes

Du niveau local au niveau national, nous avons déjà contribué à renforcer des politiques essentielles pour protéger les DSSR.

Au Niger, en 2019, grâce à un financement d'AmplifyChange, les municipalités de Damana, Tera et Sherkin-Hausa ont prévu dans leur budget un poste spécifiquement consacré aux DSSR à l'issue des campagnes menées par Lafia Matassa.

La même année, l'Association Songui Manegre/ Aide au Développement Endogène (ASMADE) a soutenu une coalition d'organisations au Burkina Faso pour obtenir l'engagement du gouvernement à mettre en place des services gratuits de planification familiale dans tout le pays.





Décentraliser le pouvoir vers le Sahel

L'enjeu est d'accroître l'accès au financement des petites organisations issues de communautés marginalisées, en particulier dans les zones rurales ou les quartiers défavorisés des grandes villes. Ce qui oblige à repenser les mécanismes de gestion de subventions, pour les rendre plus accessibles et adaptés aux langues et aux conditions locales.

Fondamentalement, les organisations locales de la société civile doivent avoir davantage voix au chapitre sur l'affectation et la gestion des ressources destinées à renforcer leurs propres capacités.

Depuis près de dix ans, AmplifyChange soutient des réseaux d'organisations de la société civile et les accompagne pour accéder à des financements plus importants. Forts de cette expérience et de notre engagement à soutenir nos homologues du Sud capables de distribuer des subventions pour faire avancer la cause des droits et de la santé sexuels et

reproductifs (DSSR), nous avons lancé notre premier cycle de financement Partenariat en avril 2021.

Les subventions Partenariat sont un nouveau mécanisme de financement destiné à enraciner un plaidoyer d'inspiration locale. Ce mécanisme permet de faire parvenir des financements à des groupes de petite taille par l'intermédiaire d'organisations reconnues basées dans des pays à faibles ou moyens revenus ; parallèlement à un programme de renforcement structurel spécifiquement pensé pour aider les petites organisations à s'affirmer au sein de leur mouvement local. Ainsi, les subventions Partenariat encouragent la solidarité et les synergies entre groupes locaux travaillant sur les mêmes thématiques. L'ajout des subventions Partenariat aux types de subventions existants d'AmplifyChange renforce le financement direct des mouvements locaux et de la collaboration régionale.

Renforcer les mouvements pour le changement

Conseil et Appui pour l'Education à la Base (CAEB), basée au Mali et travaillant dans tout le Sahel, soutient des réseaux de niveau national qui militent pour améliorer les politiques et les lois en matière de DSSR, suivre leur application et sensibiliser à la question les parties prenantes et la population générale. CAEB et ses partenaires ont obtenu des avancées significatives :

Grâce à sa subvention Partenariat d'AmplifyChange, CAEB a lancé son premier cycle de financement en 2023 avec leur nouveau fonds – Dambe Funds Sahel. Dambe Funds finance des groupes locaux de la société civile dans toute l'Afrique de l'Ouest pour renforcer le plaidoyer de terrain pour les DSSR. Sur 508 candidatures, 30 petites OSC ont été sélectionnées pour bénéficier d'un financement, dont 15 organisations communautaires, 10 ONG locales et nationales et 5 OSC faitières locales et nationales au Mali, en Guinée, au Niger et au Sénégal.

Mali



En décembre 2022, la Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Repositionnement de la Planification Familiale (COSC-PF) a lancé une campagne de plaidoyer en ligne pour faire connaître les éléments clé de la loi sur la santé sexuelle et reproductive - notamment les dispositions qui protègent les groupes marginalisés, les adolescent·e·s et les femmes -, ainsi que les lacunes du cadre juridique actuel. La campagne a touché plus de 100 000 personnes, dont 18 679 jeunes via les réseaux sociaux. Plusieurs milliers de téléspectateur·rice·s ont regardé un débat télévisé en Bambara où intervenait le président de Association Malienne de Gynécologie Obstétricienne (SOMAGO), qui a débattu des détails de la loi et des étapes à suivre pour continuer à faire progresser les politiques de DSSR. Le débat a aussi été diffusé à la radio au Mali et dans le monde.



Niger



La Coalition Société Civile Engagée pour la PF au Niger (CAR-PF) a fait appel à des membres de l'Association des Femmes Juristes du Niger (AFJN) et de l'Association des Sage-Femmes du Niger (ASFN) pour soutenir le plaidoyer pour une loi sur la santé reproductive et la publication des décrets d'application. La coalition a formé 25 membres aux concepts clé des DSSR, tels que les droits sexuels ou reproductifs et les normes sociales de genre. Vingt d'entre elles et eux ont ensuite analysé les textes juridiques en vue d'une session de plaidoyer devant la Commission Nationale pour les Droits Humains en décembre 2022. Ils et elles ont identifié les enjeux décisifs et les lacunes de la législation actuelle, telles que des dispositions discriminatoires envers les couples et individus non mariés dans l'accès aux services de DSSR. Cette analyse alimentera la poursuite des efforts de plaidoyer.



Mauritania



Déploiement en cours d'une campagne pour intégrer l'éducation à la vie familiale (EVF) dans le cursus scolaire national à tous les niveaux d'étude, menée par la Coalition ENEM (Ensemble espaçons nos naissances en Mauritanie). Les principaux sujets du cursus sont la santé reproductive, le VIH/SIDA, les MST et les MGF/E. Actuellement, les cours d'EVF ne sont proposés qu'au niveau secondaire, mais la coalition élabore des messages et campagnes de plaidoyer pour qu'ils soient généralisés. La coalition travaille avec un groupe de travail technique réunissant le ministère de l'Education, le ministère de la Santé, le ministère des Affaires Sociales et le ministère de la Jeunesse ; des représentant·e·s de la société civile, des dignitaires religieux et des associations de parents.



Amplifier les voix des militant·e·s pour les DSSR et faire changer les normes sociales

Réseau Africain pour l'Éducation et la Santé (RAES) est une ONG sénégalaise pour le changement social spécialisée dans la communication. Elle déploie un vaste panel d'approches de communication sociale tout en mettant la formation d'acteurs locaux au cœur de son action. Ce travail riche d'enseignements est ensuite partagé avec les partenaires pour recalibrer les stratégies d'action.

De 2012 à 2022, RAES a produit un programme télévisé phare, *C'est la Vie*, qui se déroule dans le dispensaire local d'une ville fictive appelée Ratanga. La série aborde des sujets liés aux DSSR, à la santé maternelle et infantile et à la santé communautaire. Elle est diffusée dans neuf pays du Sahel sur 23 chaînes de télévision. Une version radio a été diffusée au Mali et au Niger sur 38 stations de radio. En 2017, 40 millions de téléspectateur·rice·s ont

regardé au moins un épisode de *C'est la Vie*, et 155 millions de personnes ont suivi la première saison du feuilleton radio. La série a eu un impact considérable au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

Un programme unique en son genre d'éducation par le divertissement, basé sur la série, a permis de promouvoir des changements sociaux et comportementaux en faveur de l'autonomie décisionnelle des adolescentes et des femmes sur les questions de santé sexuelle et reproductive, de questionner les violences basées sur le genre et de promouvoir la santé maternelle et infantile. Plus de 3000 jeunes activistes et 400 enseignant·e·s ont été formé·e·s aux DSSR et aux questions de genre pour soutenir les jeunes dans le cadre scolaire et extrascolaire. En complément, des campagnes en ligne sur Facebook, Instagram et YouTube ont touché un large public : les contenus enregistrent 30 millions de vues sur YouTube et 210 millions sur Facebook.

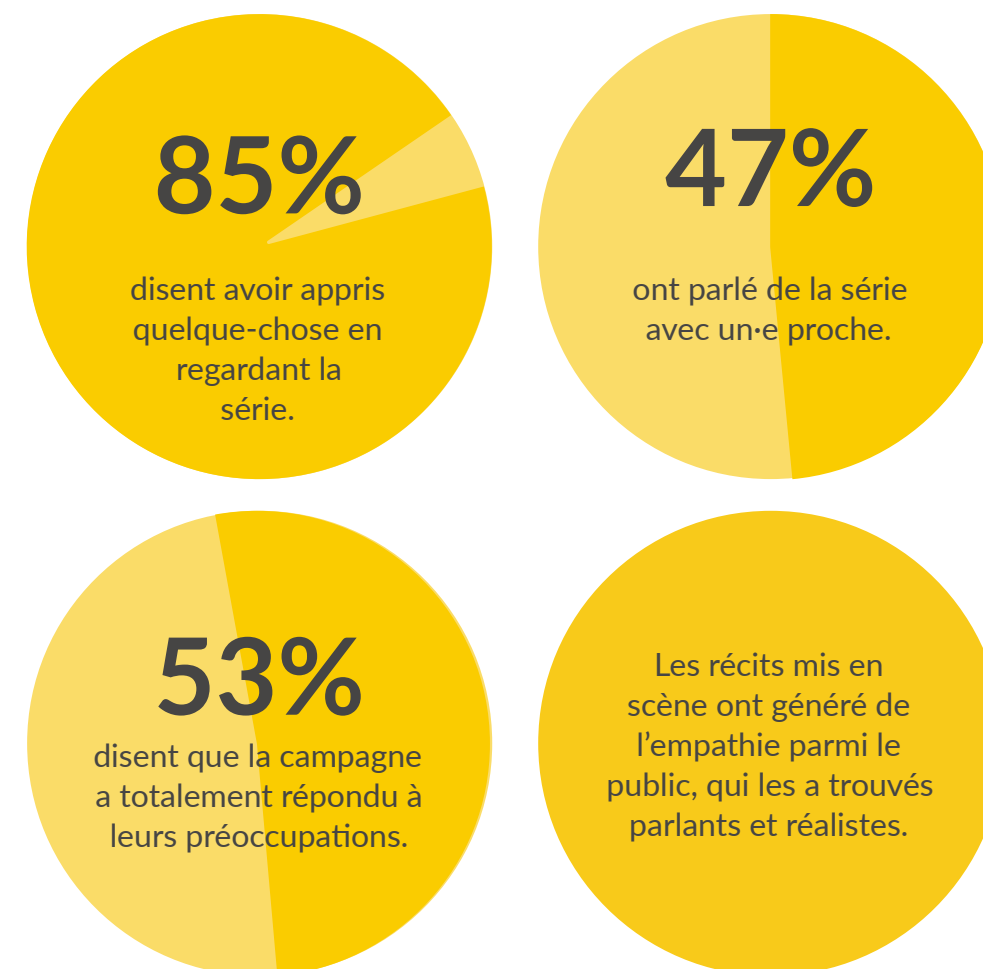




L'impact direct³ de C'est la Vie montre le rôle crucial que peut jouer la communication à visée sociale et comportementale dans la promotion des DSSR, dans un environnement difficile :

- La quasi totalité de l'auditoire de C'est la Vie a confiance en la véracité des informations transmises par la série (99 %) et recommanderait C'est la Vie à quelqu'un d'autre (98 %). Plus de la moitié des téléspectateur·rice·s qui ont regardé l'épisode sur la contraception d'urgence en ont parlé à quelqu'un.
- Près de six personnes sur dix (59 %) ayant regardé l'épisode du procès de la jeune fille soumise à des mutilations génitales en ont parlé à quelqu'un.
- 98 % des personnes ayant visionné le scénario sur la violence sexuelle disent qu'elles aideraient à signaler une agression à la police.
- 79 % des téléspectateur·rice·s disent avoir changé d'avis sur les violences sexuelles après avoir regardé l'histoire d'Aïcha.

Une campagne visant spécifiquement à briser les tabous autour de l'avortement à risques fait état d'un impact tout aussi important :



RAES continue à soutenir des campagnes de communication et de changement des normes sociales à travers le Sahel, et investit dans la formation et l'accompagnement de parties prenantes clé susceptibles de répondre aux besoins des jeunes.

³ Résultats d'un sondage en ligne réalisé par l'Université Drexel et l'Université de Dakar au Sénégal.



Les financements locaux : un facteur de stabilité pour le mouvement pour les DSSR au Sahel

Au Sahel, les organisations civiles locales jouent un rôle critique **pour protéger les droits et la santé sexuels et reproductifs**, et parvenir à des avancées concrètes malgré un contexte de plus en plus instable.

De cette façon, ces organisations contrebalancent les moteurs de l'instabilité, de l'insécurité et de la pauvreté, aujourd'hui et pour les générations à venir.

Or le travail de la société civile ne peut se poursuivre sans ressources financières continues. Le potentiel des organisations qu'AmplifyChange finance reste contraint, et des choix d'affectation difficiles doivent

être faits, limitant la capacité des financements à bénéficier à l'ensemble de la société civile.

Malgré la situation périlleuse des Etats du Sahel, il est crucial que les bailleurs européens et nord-américains continuent à investir directement dans la société civile locale et à lui apporter les ressources nécessaires à exploiter son potentiel. C'est le moment d'augmenter le soutien à la société civile, et non de le réduire, en particulier en misant sur de nouveaux mécanismes capables d'amplifier la portée et l'impact des financements sous forme de subventions.

En soutenant la société civile locale, nous pouvons faire en sorte de préserver les avancées pour la santé sexuelle et reproductive au Sahel même à l'heure d'une transition politique chaotique.



Nous remercions Conseil et Appui pour l'Education à la Base (CAEB) et le Réseau Africain pour l'Education et la Santé (RAES) pour leur contribution.





Restez en lien

 **EMAIL / ENQUIRE@AMPLIFYCHANGE.ORG**

 **WEB / WWW.AMPLIFYCHANGE.ORG**

 **INSTAGRAM / @AMPLIFYCHANGE**

 **TWITTER / @AMPLIFYFUND**

 **FACEBOOK / @AMPLIFYCHANGE**

 **LINKEDIN / @AMPLIFYCHANGE**